



HAL
open science

Colloque International APAD 2021 -Résumés des communications Circulations de modèles contestataires en Afrique : inspirations, échanges et influences transnationales

Jean Illi, Benoit Hazard, Jean-Bernard Ouedraogo

► **To cite this version:**

Jean Illi, Benoit Hazard, Jean-Bernard Ouedraogo. Colloque International APAD 2021 -Résumés des communications Circulations de modèles contestataires en Afrique : inspirations, échanges et influences transnationales. 2021. hal-03503425

HAL Id: hal-03503425

<https://cnrs.hal.science/hal-03503425>

Preprint submitted on 27 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Colloque APAD 29 novembre au 3 décembre 2021 Lomé - Togo

Colloque International APAD 2021 – Résumés des communications
Circulations de modèles contestataires en Afrique : inspirations, échanges et influences transnationales

Jean Bernard Ouedraogo

Benoit Hazard

Jean Illi

Appel à Contributions

Depuis une dizaine d'années, le continent africain est traversé par des mouvements sociaux relativement inédits. Des révolutions arabes initiées en 2010 (Hmed et Jeanpierre, 2016), jusqu'à la révolution soudanaise de 2018, en passant par divers mouvements insurrectionnels comme au Sénégal (Awenengo-Dalberto, 2011) ou au Burkina Faso (Hagberg et al, 2015) en 2011 et 2014, ces phénomènes contestataires provoquent la recomposition voire l'émergence d'espaces, de pratiques, ou d'institutions politiques, reflets des confrontations engagées par certaines catégories sociales face aux pouvoirs étatiques. Relevant de contextes particuliers qu'il est primordial de prendre en compte et de décrire si l'on veut en saisir les complexités, ces événements témoignent d'une dynamique globale de contestation visant un système libéral issu de la mondialisation et de la captation d'une majorité des richesses par une minorité de la population ou encore des dispositifs de centralisation du pouvoir politique (Sylla, 2014). Ces phénomènes contestataires s'accompagnent également de revendications portant sur la revalorisation de la figure citoyenne et de sa souveraineté dans la société politique moderne, revendications qui se retrouvent souvent dans la promotion du concept débattu de « société civile » (Leclerc-Olive, 2013).

Observables au delà des frontières du continent, des phénomènes contestataires similaires se font jour de par le monde. Leur diffusion semble emprunter les vecteurs de la mondialisation (les mouvements de population, les technologies de l'information) et nombre de mouvements contestataires se font écho, communiquent et collaborent, si bien que leur analyse s'avère être aujourd'hui un véritable objet d'étude transnational (Siméant, 2010, 2013). Reste donc à savoir à quel degré ces « échanges mondialisés » concernent les mouvements de contestation africains et dans quelle mesure se sont-ils ajustés aux réalités sociales locales ? Il est aussi nécessaire d'observer les limites à ces diffusions, de questionner les particularismes des modèles contestataires africains et leurs ancrages locaux déterminés par les histoires socio-politiques des espaces concernés. Enfin, ces circulations ne se jouent pas seulement entre le Nord et le Sud mais aussi de manière interne, entre les différents mouvements contestataires africains. Les circulations inter-africaines seront elles aussi au centre de nos réflexions.

Comment se jouent les circulations des modèles contestataires en Afrique subsaharienne ? A quelles échelles ? Quels en sont les vecteurs ? Les acteurs ? Les limites ? Tels sont les thèmes réflexifs de cette étude renvoyant tant à l'histoire des interactions politiques africaines, qu'à l'anthropologie des acteurs, rices des mouvements contestataires ou encore à l'analyse des enjeux (géo)politiques qui se jouent à travers ces phénomènes. La pluralité des champs d'études concernés par ces questions faisant écho à l'axe de recherche Régulations et recompositions (géo)politiques proposé par l'APAD permet d'envisager la constitution d'un panel éclectique pluridisciplinaire.

Résumé court

Depuis une dizaine d'années, le continent africain est traversé par des mouvements sociaux relativement inédits. Ce panel propose d'observer ces contestations à travers les liens transnationaux qui les sous-tendent. Nous nous intéresserons donc aux circulations d'idées et de pratiques issues des échanges entre les différents protagonistes des mouvements sociaux africains ou encore à l'influence d'organismes occidentaux sur l'action de certains mouvements. Tels sont les thèmes réflexifs de cette étude renvoyant tant aux histoires des mobilisations politiques africaines, qu'à l'anthropologie des acteurs.rices des mouvements contestataires ou encore à l'analyse des enjeux (géo)politiques qui se jouent à travers ces phénomènes.

Bibliographie indicative

- FOE Nkolo, Le postmodernisme et le nouvel esprit du capitalisme. Sur une philosophie globale d'empire, Editions du CODESRIA, 2008. 214 p.
- NYAMNJOH Francis, #RhodesMustFall: Nibbling at resilient colonialism in South Africa, African books collective, 2016, 312 p.
- SYLLA Ndongo Samba, Les mouvements sociaux en Afrique de l'Ouest: Entre les ravages du libéralisme économique et la promesse du libéralisme politique, s.l., Editions L'Harmattan, 2014, 457 p.
- AWENENGO-DALBERTO Séverine, « Sénégal : les nouvelles formes de mobilisations de la jeunesse », Les carnets du CAP, 2011, no 15, p. 37-65.
- BANÉGAS Richard, BRISSET-FOUCAULT Florence et CUTOLO Armando, « Espaces publics de la parole et pratiques de la citoyenneté en Afrique », Politique africaine, 2012, no 127, p. 5-20.
- HAGBERG Sten, KIBORA Ludovic, OUATTARA Fatoumata et KONKOBO Adjara, « Au coeur de la révolution burkinabè », Anthropologie et développement, 42-43, 2015, p.199-226.
- HMED Choukri, JEANPIERRE Laurent, « Révolutions et crises politiques au Maghreb et au Machrek », Actes de la recherche en sciences sociales, 2016/1 (N° 211-212), p. 4-23.
- LECLERC-OLIVE Michèle, « Qu'a « fait » la notion de société civile ? Quelques réflexions suggérées par la crise malienne », Cahiers Sens public, vol. 15-16, no. 1, 2013, pp. 107-126.
- SIMÉANT Johanna, « 6. La transnationalisation de l'action collective », dans AGRIKOLIANSKY Eric, Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines, La Découverte, 2010, pp. 121-144.
- SIMÉANT Johanna, « Protester/mobiliser/ne pas consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain », Revue internationale de politique comparée, 28 octobre 2013, vol. 20, no 2, p. 125-143.

Organisateurs du Panel

Benoit Hazard (benoit.hazard@ehess.fr) : Anthropologue, Chargé de recherche à l'EHESS, Institut interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain – IIAC-

Thèmes de recherche : Anthropologie politique des lieux produits par la mobilité – Mouvement sociaux dans les anthropo-scènes des sud et de l'ailleurs

Jean Bernard Ouédraogo (jean-bernard.ouedraogo@ehess.fr) : Sociologue, Directeur d'études à l'EHESS, directeur de recherche au CNRS – IIAC / LAIOS. Thèmes de recherche : Domination impériale et exercices indigènes de la violence : États, ethnies et individus dans la modernité – Sociologie de la multivalence historique : l'échelle d'analyse des pratiques dans un monde global.

Jean Illi (jean.illi@outlook.fr) : Doctorant en Etudes Politiques à l'EHESS. Thèmes de recherche : Les référentiels politiques identitaires au Burkina Faso – L'influence des fondations politiques occidentales sur les mouvements contestataires subsahariens francophones.

Résumés des communications

Zineb El Gharbi *Une citoyenneté contestée au Maroc ? Etude de la revendication de la déchéance de la nationalité*

Fin septembre 2018 ont eu lieu des expulsions de bidonvilles au quartier Ain Sebaa de Casablanca, suivies par la destruction de ces habitations par les autorités. Les habitants de ces occupations détruites ont réagi en faisant part de leur humiliation, *hogra*, dans un premier temps. Remettant en cause le statut de leur "citoyenneté", ils ont décidé d'entreprendre une marche jusqu'à Ceuta - enclave espagnole au nord du pays - pour demander le droit à l'asile politique. Dans le texte qu'ils ont produit pour communiquer à cet effet, les habitants précisent que l'asile est un "droit universel garanti par les traités et conventions internationales", avant de conclure par la phrase suivante : "qui n'a pas de logement, n'a pas de patrie".

Fin août 2019 six détenus politiques rifains, incarcérés pour leur participation au Hirak du Rif, ont rendu public un communiqué dans lequel ils affirment leur détermination "à abandonner la nationalité de l'État marocain et sa déchéance, ainsi qu'à rompre le lien d'allégeance, à partir de la date de parution" du communiqué. Ils concluent le communiqué comme suit : "Nous pleurons la patrie, nous lui avons sacrifié la fleur de notre âge et nous lui donnerons notre vie, cependant, nous ne serons jamais prêts à cautionner un État qui veut enterrer un peuple, une patrie et un rêve d'une dignité et d'une liberté".

A travers ces déclarations et ces actes, ce sont des fonds d'appartenances qui sont remis en question. L'Etat est un cadre dans lequel s'exprime un cumul d'appartenances concurrentes. Nous cherchons à comprendre l'échelle d'activation de ces appartenances et de leurs influences sur les individus. Ce qui revient à poser la question du degré d'intégration de ces individus dans la *cité moderne* qu'incarne l'Etat marocain. Plusieurs revendications se croisent, plusieurs modalités d'action ou d'agir varient selon, non seulement les contextes, mais aussi les moyens et les outils dont disposent les concernés (apparitions sur différents supports de médias, publications sur les réseaux sociaux). Ces éléments nous conduisent à questionner avec profondeur la fabrique de ce sentiment d'appartenance à une entité abstraite, l'Etat, qui façonne les règles de conduite et les droits de ses sujets. Le sens de la citoyenneté nous semble dans ce cas distant de celui que l'on peut lui donner au nord de la Méditerranée, non seulement pour des questions de contextes mais aussi pour des questions pratiques et historiques. Qu'est ce qui crée le sentiment de communauté au sud de la Méditerranée et au Maroc précisément ? En ce sens, qu'est ce que faire "sacrifice" pour faire communauté ? Quels sont les facteurs et les fonds d'appartenances qui satisfont ce sentiment national ou au contraire, qui poussent à l'envie de déchoir sa nationalité et de migrer ?

Notre projet de communication tient compte de deux éléments liés aux deux événements relevés. Le premier questionne le sens de la citoyenneté en tant que sentiment d'appartenance à un Etat et d'accès à des droits. Le second concerne la déchéance de la nationalité comme droit, qui implique de son côté le droit de fuir et le droit à l'assistance internationale par la convocation des instances et du droit à l'asile politique. Pouvons nous dès lors affirmer l'existence d'un autre droit dans celui qui consiste au refus de la citoyenneté ? Est ce que le droit de fuite fait partie des droits citoyens ?

Ramata N'Diaye *Mobilisations politiques et créations identitaires dans les sociétés post-esclavage (Bénin, Niger, Mauritanie, Tunisie) : une difficile transnationalisation de la question*

Cette communication a pour but de comprendre le surprenant succès politique de candidats issus d'un groupe social marginalisé d'origine servile lors d'élections locales au nord du Bénin au début des années 2000 : les *Gando*. L'argument principal avancé pour expliquer cette réussite fut leur capacité à s'organiser politiquement en revendiquant leur identité *Gando* dans le contexte particulier de la démocratisation et le tournant libéral amorcé dans les années 1990s. Toutefois, afin d'examiner en détail le succès politique des *Gando* dans une société post-esclavage, cette communication fera référence à d'autres formes de mobilisations politiques de groupes sociaux d'ascendance servile, notamment en Mauritanie, au Niger et en Tunisie qui ont décidé d'utiliser (ou non) la revendication identitaire comme support de leurs mobilisations politiques. L'utilisation de cette perspective comparative nous permettra d'apprécier la spécificité du cas béninois et de mettre en exergue les limites d'un mouvement transnational fédérant les mobilisations politiques de groupes sociaux d'origine servile.

Waly Diouf.

Engagements citoyens et restauration du paradigme de l'engagement communautaire dans la gouvernance de l'épidémie d'Ebola en République de Guinée

Cette communication porte sur un retournement de paradigme dans le cadre de la gouvernance de la lutte contre Ebola en République de Guinée (2014-2016). Dans le contexte de la réponse internationale à cette épidémie, les organisations internationales et celles non gouvernementales dédiées à la santé, ont d'abord mis à l'écart les communautés locales, leurs connaissances et les dynamiques socio-culturelles, pour de "bonnes" raisons sanitaires. Bien que les directives internationales prônent depuis longtemps l'engagement des communautés dans la lutte contre les épidémies, le dispositif de lutte a imposé des modes opérationnels ne permettant pas aux populations d'assumer leurs responsabilités. Les protocoles, principes et pratiques des équipes internationales, orientés vers la gestion du risque épidémiologique en République de Guinée ont minoré, voire peu reconnu les capacités et pratiques des communautés afin de gérer le risque social autour de cette maladie. Pour des raisons qui relèvent de l'étiologie (causes et conditions de transmission) de la MVE, les populations « saines » devaient être mises à l'écart des protocoles de soins et les rites funéraires réduits à la portion congrue des technologies d'inhumations dites sécurisées.

Divers groupes sociaux composés en particuliers de jeunes, de femmes mais aussi de la diaspora guinéenne dont la mobilisation était peu attendue, sont montés au-devant de la scène pour mobiliser leurs pairs, afin de les replacer au cœur de la lutte contre l'épidémie. Ces communautés épistémiques, du fait de leur légitimité reconnue, de leurs capacités de critiques et d'initiatives, ont initié diverses actions pour contester, participer à la lutte et protéger leurs localités d'Ebola. Cet engagement des "cadets sociaux", loin des mobilisations prescrites soit par les pouvoirs publics soit par les partenaires internationaux, a aussi poussé le dispositif de la Riposte à reconnaître et à intégrer les savoirs locaux aux impératifs sanitaires de la gestion d'une épidémie, à humaniser leurs pratiques dans la gestion de la sécurité sanitaire. Ce retournement de situation constitue une restauration du paradigme de l'engagement communautaire dans la gouvernance de lutte contre les épidémies dont le sida a été un exemple emblématique.

Sarr Serigne Momar (smomarsarr@gmail.com) **Les appels au changement du système postcolonial en Afrique par les mouvements sociaux : un aboutissement (toujours) incertain ?**

Les travaux sur les mouvements sociaux sont envisagés sous l'angle de la consécration de l'espace public et de l'engagement citoyen mais l'implication sous-jacente serait le changement social. Ils laissent en rade, ainsi, l'essence de la revendication : le désir de changer le « système » pour la justice sociale qui émane d'une bonne gouvernance et de la solidarité. Les protestations des jeunes surtout sont contre l'ordre établi pour exprimer leur colère et leur révolte face à leur situation de précarité et à la mal gouvernance. Quand bien même les élections présidentielles s'estampillent régulièrement du sceau du changement, le maintien du *statu quo* est frappant, même dans le cas des alternances politiques comme au Sénégal où elles ont été notées en 2000 et en 2012.

Le but de cette recherche est de comprendre les ressorts et d'analyser les sorts des mobilisations sociales contre de l'ordre établi au Sénégal pour le changement du « système » et la satisfaction des demandes sociales. Elle interroge notamment le désir exprimé par les jeunes de changer les professionnels politiques dans un système politique au confluent de la postcolonialité et de la pauvreté. Les contestations sociopolitiques des jeunes au Sénégal ont-elles permis d'opérer le changement désiré dans le mode de gouvernance de l'Etat et les contre-valeurs de la société ?

La recherche s'appuie sur une méthodologie mixte dans l'entrecroisement des entretiens et de l'administration de questionnaire en plus des observations directes ou participantes. En partant d'une perspective ethnoanthropologique, pour imprégner les structures socioculturelles, une tendance systémique conduira à percer les logiques politico-institutionnelles à l'œuvre de la régulation au quotidien qui tient de la longue durée. Une étude de cas approfondie qui privilégie l'observation de la scène politique conduit vers les mouvements sociaux les plus représentatifs ainsi tout autre acteur de premier plan de la société civile. Les moyens d'action des mouvements se trouvent être le rap, le graffiti, les réseaux sociaux, les marches pacifiques pour la revendication de l'opérationnalisation des promesses électorales et la reddition des comptes publiques. L'entrevue avec des professionnels politiques nous permettra de croiser les vues ; de même que l'avis de personnes-ressource. Nous apportons une touche particulière par l'intervention sociologique. Les résultats permettront de connaître les alternatives proposées par les jeunes pour la plénitude des différentes composantes de la démocratie et d'apprécier le sort des décisions politiques au sein de l'Etat afin de changer la donne. Cette optique permet de cerner les stratégies d'acteurs et la nature du système politique qui promeuvent des contres-récits face au désir de changement. Nous mettrons l'emphase le mouvement *Y'en-à-marre* qui a proposé un nouveau type de sénégalais (NTS). Du point de vue théorique, cette recherche apporte une contribution dans la sociologie historique du politique. Elle milite également dans le champ des mobilisations sociales et des crises politiques liées aux difficultés d'atteinte d'une croissance durable et inclusive dans les objectifs nationaux de développement. Toutes les interrogations vont converger vers les capacités des Etats d'Afrique subsaharienne à remplir pleinement leur rôle de satisfaction de l'intérêt général.

Almamy SYLLA Migrations de retour et circularité de savoirs, de savoir-faire et de valeurs au Mali)

Les migrations de retour vont de pair avec des transferts de savoirs, de savoir-faire et de valeurs. Les migrants de retour sont à la fois des passeurs, des acteurs du changement social et

des entrepreneurs politiques et économiques. Ils évaluent constamment les valeurs de justice sociale (par exemple l'accès aux logements, la gratuité des soins de santé, les primes de chômage et la protection sociale, les modes d'actions politiques, etc.) et de citoyenneté des pays d'accueil ou de transit avec celles de leur pays d'origine au retour. Au retour, ils tentent de reproduire dans les milieux d'accueil leurs expériences migratoires, la mise en pratique des savoir-faire et des savoirs techniques et les praxis économiques, politiques et sociales apprises tout au long de leurs parcours migratoires par divers modes d'actions sociales, économiques et politiques. Partant des expériences de retour des rapatriés de la Côte d'Ivoire et de la Libye au Mali, nous traiterons dans cette communication la relation entre les migrations de retour et la circularité des savoirs, des connaissances et des valeurs (citoyenneté, participation politique, contestation, de liberté, d'inclusion et mise en place des niches économiques, etc.). La communication utilisera les données tirées de nos recherches doctorales et postdoctorales sur les migrations de retour à l'aune des mutations politiques, sociales et économiques en cours au Mali.

Ousmane Kone Protestation des organisations islamiques au Mali et émergence d'espaces publics religieux suite à l'adoption du code de la famille en 2009

Suite à la pression des organisations féminines, des militants des droits de l'homme et de la communauté internationale, le Mali a lancé officiellement les travaux d'élaboration d'un code de la famille en 1998. Pour l'État malien, il s'agissait, à travers cette initiative, de corriger les insuffisances de l'ancien code du mariage et de la tutelle adopté en 1962 et de « mettre fin » aux discriminations envers les femmes^[1].

Aussitôt après son adoption par l'Assemblée nationale le 3 août 2009, le projet de code de la famille, jugé progressiste et favorable à l'égalité des sexes, va susciter une vive polémique au sein de la société civile malienne et polariser les débats entre ses défenseurs (les organisations féminines et les militants des droits de l'homme) et ses pourfendeurs (les organisations islamiques). Suite à une vive protestation des organisations islamiques, avec à leur tête le Haut Conseil islamique du Mali, le texte a été rejeté. Les organisations islamiques reprochent au texte d'aller à l'encontre des « valeurs islamiques et culturelles maliennes ».

Grâce à l'efficacité et à la particularité des stratégies protestataires mises en place, aussi bien sur le plan de la communication que des actions collectives, elles réussiront à infléchir le processus en leur faveur. Autrement dit, l'ampleur des mobilisations protestataires était telle que le Président de la République avait été contraint de renvoyer le texte en seconde lecture. Ainsi, le 2 décembre 2011, une nouvelle version qui prendra en compte l'ensemble de leurs revendications sera adoptée.

Depuis le succès de leur protestation en 2009 et la réorientation du processus en leur faveur, les acteurs islamiques se sont repositionnés au sein de l'espace public de débat au Mali au point qu'on parle maintenant d'espace public religieux. En effet, depuis leur victoire, aucune politique publique n'est adoptée, aucun débat sérieux sur la vie de la Nation ne se déroule, sans qu'ils n'y soient consultés. Aujourd'hui, ce repositionnement des acteurs religieux islamiques dans la sphère publique a fait d'eux la frange la plus dynamique de la société civile malienne.

Notre communication, qui s'inscrit principalement dans le champ de la sociologie politique^[2], vise donc analyser la particularité de cette protestation collective, particulièrement l'efficacité des stratégies de communication et d'actions collectives mises en place, lesquelles contrastent avec plusieurs modèles en circulation en Afrique ou en Occident. Précisément, il s'agira de répondre aux questions suivantes : En quoi les stratégies

protestataires mises en place par les organisations islamiques en 2009 se distinguent des autres modèles en circulation? Comment la victoire des acteurs islamique a-elle permis l'émergence d'espaces publics religieux au Mali?

Notre communication tentera de répondre à ces questions. Pour ce faire, nous nous focaliserons sur des données empiriques collectées entre janvier et avril 2013 au Mali ainsi que sur la riche littérature grise et scientifique sur le sujet.

[1] GAREJ (1995), *La situation de la femme dans le droit positif malien et ses perspectives d'évolution*, Bamako, GAREJ.

[2] Nous sommes bien conscient du fait que « *l'analyse de la protestation collective en Afrique reste un objet relativement négligé des sciences sociales* » (Lafargue, 1996: 20).

Afiwavi Georgette KPONVI, Georges Macaire EYENGA, Tony ZITTI

Penser les nouveaux mouvements sociaux à partir de l'expérience des mouvements de contestation de la présence française en Afrique subsaharienne

Cet article propose de comprendre des mobilisations collectives, qui ont émergé partout en Afrique et en Occident durant cette décennie, connues sous le terme de « mouvements anti-français », d'analyser leurs logiques d'actions et de circulation. En août 2017, l'activiste Kemi Seba, président de l'ONG Urgences Panafricanistes, brûle devant la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), dont le siège est à Dakar, un billet de 5000 francs CFA. L'acte, sans doute plein de sens, fait le tour des réseaux sociaux et des médias du monde entier. En 2019, les manifestations s'accroissent en Afrique de l'Ouest contre cette fois-ci, la présence militaire française au Sahel où la France y déploie plus de 4 000 soldats et près d'un milliard d'euros pour la lutte contre le terrorisme. De Niamey à Bamako en passant par Ouagadougou, des mouvements contestataires foisonnent pour dénoncer – au moyen de messages tels « à bas la France ! », « Barkhane dégage ! » - ce que certaines populations considèrent comme une occupation néocoloniale. Comment et pourquoi se mobilisent les mouvements dits anti-français à l'échelle du continent ? Quels sont les modes d'action et quelles sont les logiques de circulation ? Si dans les études politiques africaines, l'étude des mouvements sociaux s'est davantage intéressée aux contestations démocratiques et aux revendications identitaires, peu d'attention a été accordée aux mobilisations transnationales anti-impérialistes depuis le 21^e siècle. L'exemple des « mouvements anti-français » s'avère fructueux pour comprendre les dynamiques actuelles de contestation en Afrique. Sur le plan méthodologique, l'analyse recourt à la sociologie compréhensive pour saisir le sens que les acteurs concernés par ces mouvements donnent à leurs actions. Les données sont en train d'être construites à partir d'observations empiriques et d'analyses de contenu.